

Enjeux

« L'alimentation, c'est primordial »

D'où vient la nourriture ? Comment est-elle transformée ? Cherchons à comprendre ce qui constitue notre alimentation. Commençons par un constat : « La nourriture et l'alimentation, c'est primordial », assure Francine Narbal, administratrice des Amis-e-s de la Confédération paysanne. Ce samedi 15 juillet, la table-ronde consacrée à l'alimentation pose deux questions concernant l'alimentation : est-elle accessible à toutes et tous ? Peut-on imaginer une sécurité sociale de l'alimentation ?



L'agriculture produit la nourriture mais elle fait partie de toute une chaîne alimentaire avec des ouvrières et des ouvriers qui transforment les productions animales et végétales en alimentation*. « De notre côté, dans cette assistance, nous consommons majoritairement des produits issus de l'agriculture biologique ; à tout le moins, des productions locales. » En face, 80 % des consommateurs se fournissent en produits issus de l'agro-industrie auprès des supermarchés et des hypermarchés. Autant aller dans les coulisses de ces structures en compagnie de Jean-Claude Balbot, paysan éleveur dans le Finistère et de Nadine Hourmant, déléguée du personnel chez France Poultry.

Réflexions

Francine Narbal annonce trois lignes de réflexion : évaluer les droits des travailleurs, pointer les contradictions des chaînes de productions alimentaires dans le cadre de la mondialisation et considérer d'éventuelles convergences avec les travailleurs des usines produisant de l'alimentation industrielle. En posant comme postulat qu'il est complexe de constituer son budget alimentaire. « Nous avons toutes et tous le regard porté vers l'agriculteur d'un côté ; et de l'autre, nous avons tendance à ne pas regarder les salarié-e-s et leurs conditions de travail dans les usines de transformation alimentaire. » Les Amis-e-s de la Confédération se donnent pour mission — entre autres — de parler aux habitants-consommateurs, « c'est notre job ». Il est important de comprendre les liens entre la production et la transformation, majoritairement aux mains des multinationales. Cette table-ronde permet d'aller plus loin dans la réflexion.

* L'agriculture compte 400 000 exploitations qui emploient 600 000 personnes et 200 000 ETP (équivalent temps-plein) en salariat. La transformation agroalimentaire, quant à elle, emploie plus de 600 000 personnes.

Points de vue Plongée dans les coulisses

Éloignée des yeux, la transformation agroalimentaire n'a pas de quoi faire rêver. Nadine Hourmant, déléguée du personnel à France Poultry, le confirme. Quant à Jean-Claude Balbot, il propose quelques réflexions.



Il est donc question du droit des travailleurs ; un vaste sujet particulièrement complexe et cela encore plus dès qu'on pénètre dans les arrière-boutiques des entreprises de l'agroalimentaire et particulièrement dans les bas-fonds des abattoirs.

Penchons nous d'abord sur France Poultry, une société du groupe Doux rachetée par une entreprise saoudienne. Nadine Hourmant confirme le contexte : Les conditions de travail sont très pénibles et cela n'est toujours pas reconnu », s'emporte cette déléguée du personnel, syndiquée depuis 2004.

Et pour cause. Au Moyen-Age, les animaux étaient abattus sur la place publique. Aujourd'hui, l'abattoir de Châteaulin est construit à l'écart de la bourgade ; isolant du regard public les quelques 500 salariés de l'entreprise. Ils travaillent à la chaîne pendant sept heures à accrocher des poulets. « Ceux-ci se débattent. » Il faut suivre la cadence de l'automatisation : soit quatorze poulets à la minute. En bout de course, dix poulets sont conditionnés pour remplir un carton ; soit une grande cadence de 1 000 poulets à l'heure. « A côté de cette réalité, il faut encore trouver du temps pour se battre en faveur des conditions de travail et pour l'augmentation des salaires. » Loin d'être une sinécure. « Après plus trente années passées au sein de l'entreprise, je suis toujours considérée comme une ouvrière non qualifiée. » Au bout de quinze ans, la prime d'ancienneté atteint son maximum : 200 €. Son salaire actuel atteint les 1 400 € net par mois. « La volaille ? C'est là où l'on se fait le plus plumer. »

Se recentrer sur l'essentiel

En amont, on trouve des producteurs. Jean-Claude Balbot, paysan dans le Finistère apporte son témoignage. « Nous nous sommes battus pour éviter la fermeture d'usines agroalimentaires », confirme-t-il. Tout comme un double combat a été engagé : contre la liquidation des petites exploitations ; pour la mise en place de produits sous signes de qualité. Les consommateurs s'en satisfont. « Mais beaucoup d'entre eux ne sont pas conscients des conditions de travail vécues par Nadine et les autres salarié-e-s. » D'autant plus qu'au sommet de la Région, le président Le Drian revendique de ne pas voir disparaître un seul poulet, un seul cochon, une seule vache. « Et pour les paysans ? Pas un seul mot ! » alors qu'avec la Via campesina, la paysannerie est le mouvement social le plus important sur la planète. Ce ne semble pas suffisant. La paysannerie produit la nourriture pour l'ensemble de la population mais la frustration alimentaire concerne près de la moitié des Français qui ne mangent pas ce qu'ils souhaitent. « Pour vous, les paysans sont des icônes mais personne ne veut que ses enfants travaillent chez Poultry ou ne deviennent agriculteurs. »

De plus, salarié-e-s de l'agroalimentaire et paysans font face à de nombreux lobbies, « aux gros industriels », qui font la pluie et le beau temps. Face à ces puissances, le cheval de bataille doit être être la production locale, transformée sur place pour soutenir la consommation territoriale. « Là, nous aurons gagné. » A condition d'engager un combat au niveau culturel : recentrer les habitudes et revoir les modes de vies. « Donc s'intéresser à ce que l'on met dans son assiette plutôt que de se préoccuper de sa dernière voiture ou du dernier téléphone portable à la mode. »

Ça se discute

Des réactions en chaîne

Pas de table-ronde sans un débat nourri pour poursuivre la réflexion.

Forcément, le témoignage de Nadine Hourmant a largement marqué les esprits. Autant dire que la séquence consacrée aux questions et aux réponses était particulièrement dense. Carrément du travail à la chaîne au niveau des questions pour accélérer la cadence ; et ensuite des réponses en rafales.

Florilèges.

Questions :

- Nos multinationales ne vendent-elles pas leur production à la mondialisation alors que la France doit importer son alimentation ?
- Le témoignage de Nadine Hourmant est précieux. Ne devrait-on pas boycotter les supermarchés et les hypermarchés ?
- Quand on vend un poulet, ne devrait-on pas lui adjoindre un sachet d'algues vertes ?

Réponses (R) :

Nadine Hourmant : Nous importons des filets de Pologne pour les mettre dans une marque nationale. Notre masse salariale fait que cette production coûte trop cher. Dix centimes d'écart pour le patron, c'est trop. Alors qu'il s'agit de notre avenir. Ajoutons que la bio ne suffira pas. N'oublions pas que le général De Gaulle a dit qu'il fallait que la Bretagne nourrisse la France. Mais c'est faux ; nous importons notre alimentation, d'origine bio ou pas.

Jean-Claude Balbot : Nous pouvons toujours lancer l'idée de boycott mais cela ne va pas perturber outre mesure les GMS (grandes et moyennes surfaces). La majorité des consommateurs habite en ville. Mais pourquoi ne pas prendre – nous, consommateurs, caissiers, salariés, producteurs... — toute notre place dans les instances où se prennent les décisions. N'oublions pas que la démocratie les emmerde. Quant à nourrir la France. D'accord. Mais à condition que les ouvriers soient bien payés et que la population soit bien nourrie.

Questions :

- Je suis dans la galère financière mais je m'alimente en bio et rarement avec de la viande. A nous de ne pas nourrir la bête qui nous mange.
- Le capitalisme est gagnant. Il monte la population les uns contre les autres. Alors, comment réconcilier tout le monde et lutter contre cette pourriture financière ?
- Il faut lutter pour l'agriculture paysanne, pas uniquement pour le bio.
- On a parlé de la lutte des travailleurs. Mais qu'en est-il de la qualité et la relocalisation des productions ?

Réponses (R) :

Nadine Hourmant : Nos luttes sont communes. De notre côté, nous ouvriers et syndiqués ne pouvons pas maîtriser les salaires, les conditions de travail et la sécurité au sein de nos entreprises. D'autant plus que l'État subventionne les grosses entreprises agroalimentaires. En 2015, j'ai déposé plainte contre l'Europe pour subvention à l'exportation du groupe Doux. Elle a été classée sans suite. A nous de communiquer auprès des Français pour les informer de ce qu'ils trouvent dans leurs assiettes.

Questions :

- Comment faire pour parler d'agriculture paysanne sans se fâcher avec son neveu engagé au sein des Jeunes agriculteurs ?
- Comment faire passer nos revendications dans un système parlementaire ?
- Comment mobiliser les salariés et les paysans alors que l'agriculture industrielle semble s'effondrer ?

Réponses (R) :

Nadine Hourmant : Malheureusement, les industries agroalimentaires ont encore de beaux jours devant elles. Mais ne désespérons pas. Le collectif et l'union sont une force. Chacun a des ressources quelles que soient ses compétences.

Jean-Claude Balbot : Il existe une bourgeoisie dans le monde agricole et le milieu agro-industriel. Ce sont nos adversaires. Y compris ceux de ton neveu ; c'est pourquoi il faut lui parler. La FNSEA ? Une bande de menteurs qui lui disent que ce sont les écologistes qui veulent sa fin. Il ne doit pas se replier sur son phénomène identitaire. Sans paysans, pas de démocratie. Sans jeune qui reprend une exploitation, le cédant ne verra plus en se retournant qu'un grand désert.

En débat La nourriture pour tous



Après la santé — il y a fort longtemps —, la réflexion s'engage pour mettre en place une Sécurité sociale de l'alimentation.

L'alimentation est-elle accessible à toutes et tous ? Peut-on aller vers une Sécurité sociale de l'alimentation ? Voilà deux questions qui servent de fil rouge à la dernière table-ronde qui s'est tenue lors du vingtième anniversaire des Amis-e-s de la Confédération paysanne.

Jean-Claude Balbot parle de son parcours en tant qu'agriculteur. En s'installant dans les années 70, il a opté d'un point de vue économique et politique pour Nature et Progrès. Il questionne la durabilité agricole auprès du réseau des Civam (centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural). « L'agriculteur peut dire que ses pratiques sont durables dès lors que son exploitation est vivable et viable ; qu'elle peut aussi se transmettre aux nouvelles générations », résume ce paysan breton. Là, pour lui, il n'est pas question de contribuer à un quelconque agrandissement. « Or ce n'est pas le cas pour toutes les fermes. »

Dans sa réflexion, il reconnaît que la question alimentaire a été oubliée. Après plus de trente années de pratique se trouvent en face de lui des circuits courts et la vente directe. « Mais tout cela est socialement caractérisé. » En 2008, la question de nourrir tout le monde se pose. A quelles conditions ? « L'aide alimentaire est devenue une pratique agricole. » Et de s'interroger sur la participation des agriculteurs aux mauvaises conditions d'alimentation des populations.

Genèse

« Personnellement, je me suis intéressée à l'alimentation de par mon parcours associatif plutôt qu'universitaire », assure Bénédicte Bonzi. Cette anthropologue, spécialisée sur l'aide alimentaire et les violences alimentaires a publié La France qui a faim. Il faut remonter à L'Appel de Coluche en 1995. Sur l'antenne d'une station périphérique, un auditeur s'interroge : « Beaucoup de personnes donnent pour l'Ethiopie mais nous aussi, nous avons faim », s'inquiète-t-il.

Par surprise, comme un coup de force, le trublion médiatique lance l'idée des Restos du cœur. « C'est un énorme mouvement qui perdure encore aujourd'hui. Et qui est très éloigné de la vitrine des concerts des Enfoirés. » A chaque saison se profilent de longues files d'attente. De plus en plus conséquentes d'année en année.

Les bénévoles donnent à manger. Soit ! « Mais ils contiennent une réelle violence. » Elle trouve ses raisons d'être parce que ni le droit à l'alimentation ni la dignité des bénéficiaires qui souhaitent y accéder ne sont respectés. D'où le travail en cours autour de la sécurité sociale de l'alimentation. Mais gare, des administrateurs des Restos du cœur se sentent agressés par cette démarche. « A nous de leur tendre la main afin de converger vers cette nécessité. »

Mathieu Damais, agronome, refuse son diplôme d'ingénieur. « Pour faire quoi ? » A l'instar d'André Pochon, ingénieur et paysan, il travaille la question de l'alimentation. Avec Ingénieurs sans frontière, il construit un projet politique autour des choix de productions. « Il faut démocratiser l'alimentation. Comment fait-on ? Pourquoi ? A nous de nous engager dans un pari stratégique. »

Ambition

Vers une sécurité sociale de l'alimentation

Nourriture et alimentation ? Une question avancée par Bénédicte Bonzi.

Selon Bénédicte Bonzi, il faut sortir des notions d'aide et de don ; pour privilégier le principe d'universalité. « C'était déjà le cas en 1945 avec la mise en place de la Sécurité sociale au niveau de la santé », assure l'anthropologue, lors de son intervention pour l'ultime table-ronde tenue à l'occasion du vingtième anniversaire des Ami-e-s de la Confédération paysanne.

Aujourd'hui, la question de l'accès à l'alimentation mobilise de nombreuses personnes. Elles agissent sur le terrain. « Mais elles ne s'interrogent pas sur l'origine de la nourriture. » De fait, ces bénévoles veillent à ce que n'éclate sur aucun lieu de collecte une violence larvée. Et de citer de nombreux pillages suite à des décès dans des zones sensibles.

Pourtant, le don crée de la justice et de la solidarité. C'est un lien social. « Un lien humain lors des maraudes. » La Loi Garot traite du rapport au gaspillage alimentaire : d'un côté existe un excès de nourriture ; de l'autre, des personnes qui ne peuvent en bénéficier.

Gare aux remous

« Nous nous trouvons dans une posture de gagnant-gagnant. » Même si des bénéficiaires ne veulent pas voir se pérenniser ce passage par les bonnes œuvres. Des produits ne vont plus directement à la poubelle.

Mais les effets sont pervers. La Loi Coluche rend service à la grande distribution. Certes, elles ne "javelisent" plus les rebuts. Mais en contrepartie, elles obtiennent des aides. « Finalement, ce système favorise et encourage les surplus ; ils sont devenus des variables d'ajustement. » La loi du marché reste dominatrice.

En corollaire, l'aide alimentaire ne lutte pas contre l'obésité, l'anémie, les maladies cardio-vasculaires... et encore moins contre la violence psychologique. « L'incertitude de savoir si l'on peut obtenir ce que l'on désire est une menace, pour le moins un sentiment d'humiliation. » D'autant plus qu'il faut raconter plusieurs fois son histoire, en la documentant avec divers papiers.

De fait, nombreuses sont les personnes qui ne peuvent prétendre aux aides des Restos du cœur, du Secours populaire français, des épiceries solidaires... « Il faut reconquérir ce rapport de force. » Les gens affamés sont durs à contenir. Et en cas d'arrêt de ces distributions, que se passerait-il ?

« Il faut donc mettre en place une carte de sécurité sociale de l'alimentation et ne plus avoir à ressasser continuellement sa situation. Ça fait société ! »

Rappel

Pour une agriculture paysanne

Face à l'agro-industrie, la paysannerie est un bon choix selon Mathieu Dalmais, agronome.

Il faut nourrir la planète. Certes ! « Mais à quel prix ? » s'interroge Mathieu Dalmais. Dans son propos, l'agronome entend détricoter la puissance des industries agroalimentaires. Le constat est simple : il est nécessaire de trouver des travailleurs rentables pour participer à la compétition internationale. Le réquisitoire est limpide : plus la société est hiérarchisée, plus les puissants vont contrôler l'alimentation des pauvres. « Historiquement, c'est le combat de la paysannerie depuis le Moyen-Age. » Contre l'Etat. Contre le clergé. Ces deux états voulaient interdire la viande au dernier, le tiers-état. « Sauf que les paysans vont gagner en passant par le braconnage. »

Revenons aux temps actuels. Il suffit de consommer autrement. « C'est une fable ! » L'an dernier, les observateurs ont constaté une diminution des ventes des produits issus de l'agriculture biologique ou sous signe de qualité. La valeur ajoutée est de plus en plus forte pour le capital et nettement moins pour les salariés de ces secteurs. « Il faut donc se battre pour défendre une agriculture paysanne. » Il faut augmenter la part de l'alimentation dans son budget. Et garantir une juste répartition entre tous les acteurs. « A chacun selon ses moyens ; à chacun selon ses besoins. »

Explications

Sécuriser l'alimentation

Unir les résistances paysannes et les réseaux d'aide alimentaire passe par la solidarité entre tous les acteurs. Pour mettre en place une Sécurité sociale de l'alimentation.

« Il vaut mieux payer une cotisation que des impôts ou des taxes », estime Jean-Claude Balbot. Cet agriculteur en revient aux principes de la création de la Sécurité sociale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, il est question de lui adosser le terme Alimentation.

Faisons d'abord un tour d'horizon. « Le grand navire industriel n'a pas bougé en cinquante ans. » La situation agricole s'aggrave et les fermes ne sont quasiment plus reprenables. « Même s'il possède un tracteur de 150 à 350 CV, le paysan est aussi le pauvre dans cette affaire. » Ce serait même un miracle quand il parvient à dégager un Smic alors qu'il travaille bien au-delà des horaires d'un salarié. « C'est pourquoi nous sommes les compléments de gamme pour le modèle industriel qui incite à la compétition alimentaire. » Seule une réaction collective permettra de se sortir de ce modèle.

Vers un projet commun

Et de s'inspirer de la Convention citoyenne pour le climat. « Personne ne se lève pour donner des pesticides à ses gamins. » Personne n'a d'ailleurs la volonté de diffuser des perturbateurs endocriniens. « Seule l'agriculture paysanne peut nourrir la France comme elle le demande. » La sécurité alimentaire est une obligation de L'État. « D'où la nécessaire mise en place de la sécurité sociale de l'alimentation, et non de l'alimentaire. »

« Ceci n'est pas une lubie », intervient Bénédicte Bonzi. L'anthropologue considère qu'il est vital d'unir les résistances paysannes et l'engagement des bénévoles de l'aide alimentaire. « Il faut transformer la situation grâce à un virage radical par un projet commun pour sortir de la "paix" du dominant. Donc construire la solidarité. » Révons avec Mathieu Dalmais : « Il faudrait mettre le paysan dans la même situation qu'un médecin face à la carte vitale. » Ceci devrait permettre de renouer le dialogue entre les différentes parties.

Concrètement comment cette Sécurité sociale de l'alimentation pourrait-elle se mettre en place ? Il faudra d'abord définir un niveau local ou régional pour coller aux territoires. Puis il faudra aussi former les citoyens. Et enfin établir des critères de conventionnement.

Les Ami-e-s de la Confédération paysanne ont mis en place une commission chargée de ce travail. Et pour avancer, des visio-conférences sont organisées sur cette question.

Larzac Studieuses journées sur le plateau



Deux cents personnes, venant de toute la France sont venues fêter le vingtième anniversaire des Amis-e-s de la Confédération paysanne.

Du 12 au 16 juillet, 200 personnes venant des quatre coins de la France se sont retrouvées sur le site de l'Eco-camping du Cun. Les Amis-e-s de la Confédération paysanne fêtaient leur 20e anniversaire sur le plateau du Larzac qui a vu sa création lors d'un rassemblement altermondialiste.

Table-rondes et ateliers ont émaillé trois journées intenses de débats. Il était question de parler de l'eau en tant que bien commun, de s'interroger sur la capacité de l'agriculture paysanne à nourrir le monde, de défendre les droits et les conditions de travail dans le système de l'alimentation, de rendre l'alimentation accessible à tous... Installation et foncier, OGM, prix, pastoralisme, élevage ont fait l'objet de travaux spécifiques. De manière concrète, des visites de sept fermes ont permis de découvrir la réalité agricole du plateau du Larzac. D'un aspect plus ludique, deux soirées cinéma et théâtre ont été l'occasion de se détendre. Pour clore ces journées, un bal a été animé par les Tortues solubles, un groupe local.